



Islamic Organization
for Food Security

Mangilik Yel ave.
55/21 AIFC, unit C4.2
Nur-Sultan, 010000
Republic of Kazakhstan

L'Organisation Islamique pour
la Sécurité Alimentaire

Mangilik Yel ave.
55/21 AIFC, unité C4.2
Nur-Sultan, 010000
République du Kazakhstan

المنظمة الإسلامية للأمن الغذائي

بنائة
AIFC, unit C4.2
21/55 Mangilik Yel
010000
نور سلطان
جمهورية كازاخستان



info@iofs.org.kz tel: +7 (7172) 99-99-00 fax: +7 (7172) 99-99-75 www.iofs.org.kz

PROMOTION DE LA COMMERCE AGROALIMENTAIRE ET DE L'INVESTISSEMENT.

DÉVELOPPEMENT DES SECTEURS ALIMENTAIRES NATIONAUX EN COOPÉRATION AVEC LES AGENCES PUBLIQUES D'INVESTISSEMENT

PROJET DE NOTE CONCEPTUELLE

Introduction

L'état du complexe agro-industriel, la disponibilité d'une quantité suffisante de nourriture, la sûreté alimentaire, l'accessibilité des prix des produits agricoles pour la population sont les principaux facteurs de la sécurité alimentaire. Selon les prévisions de l'ONU, d'ici 2050, la population mondiale atteindra 9,7 milliards de personnes. Pour nourrir toute cette population, l'agriculture doit devenir respectueuse de l'environnement et techniquement équipée.

Les problèmes clés du complexe agro-industriel dans les pays de l'OCI peuvent être considérés comme la faible activité d'investissement et l'attractivité, l'équipement technique, l'instabilité financière des producteurs agricoles, l'impact des conditions climatiques.

L'agriculture fait partie du complexe agro-industriel et comprend de nombreuses industries. Chaque industrie a ses propres problèmes et des mesures complexes sont nécessaires pour résoudre ces problèmes. Par exemple, les problèmes de production végétale sont des conditions climatiques défavorables et une perte de volume due à la moisissure et à la pourriture pendant le stockage. Les problèmes de l'élevage comprennent le manque et la pénurie d'aliments. En 2020, l'industrie avicole de nombreux pays est confrontée au problème mondial de la grippe aviaire. Sur cette base, nous pouvons conclure que le secteur agro-industriel a besoin de soutien, notamment en attirant des investissements. La résolution des problèmes du complexe agro-industriel est la base de la sécurité alimentaire.

2. Avec l'avènement de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA), dont le Statut a été adopté par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'OCI (CMAE) le 11 décembre 2013, la tâche des relations commerciales intra-OCI dans le secteur agroalimentaire a maintenant dévolu à cette institution spécialisée de l'OCI. Le commerce et l'investissement vont toujours de pair. En conséquence, tous les instruments multilatéraux seraient désormais applicables aux fins de la promotion de la coopération en matière de commerce et d'investissement entre ses États membres dans le domaine de l'agriculture, du développement rural et de la sécurité alimentaire.

3. Cette Note conceptuelle guiderait les activités de l'OISA sur la promotion des investissements dans le domaine de l'agroalimentaire, en utilisant les outils de base déjà convenus par l'OCI, tout en s'inspirant des meilleures pratiques d'investissement mondiales et en facilitant le travail conjoint avec les agences d'investissement d'État.

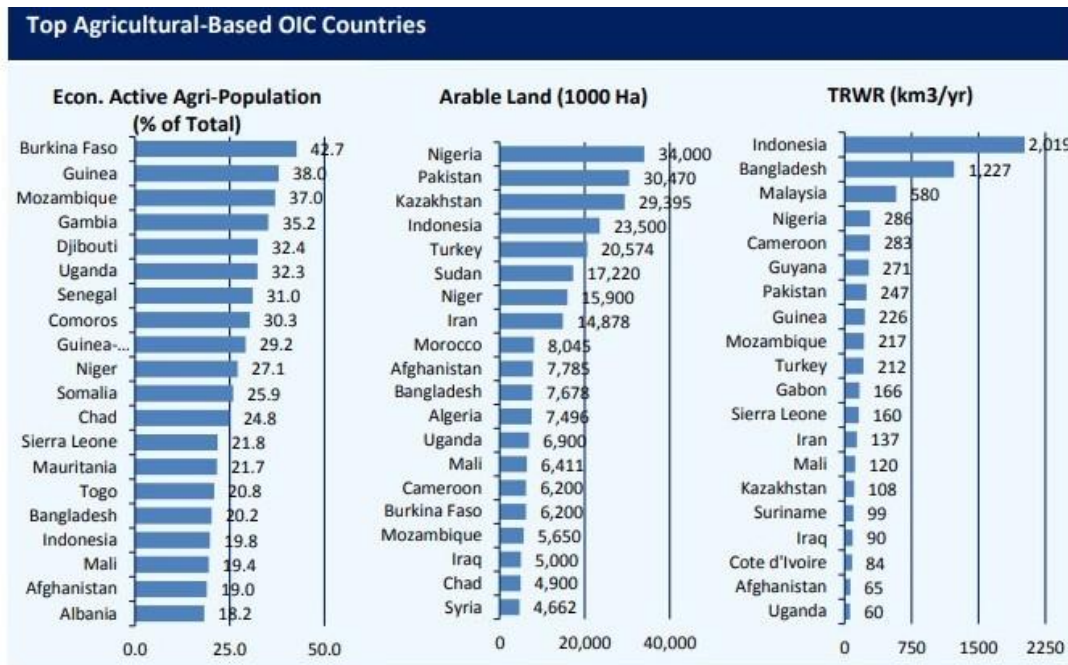
Agriculture et investissement

4. Les investissements dans l'agriculture ont leurs propres caractéristiques, car ils ont une longue période de récupération. Cependant, en même temps, ils conduisent à assurer une croissance économique durable de l'État dans son ensemble. À cet égard, le soutien à l'investissement pour l'agriculture est nécessaire à la fois pour soutenir les producteurs agricoles et pour la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI. Investir dans l'agro-industrie améliorera la sécurité alimentaire en augmentant leur production, en réduisant les pertes et en augmentant les revenus.

Comme nous le savons tous, dans les nombreux pays agricoles les moins avancés et à faible revenu de l'OCI où, en raison de ressources financières limitées, à la fois au niveau national et en termes d'investissement direct étranger (IDE), le potentiel agricole inhérent à ces pays ne se manifeste pas sous la forme de niveaux raisonnables de développement agricole et de sécurité alimentaire, où la plupart d'entre eux sont encore classés parmi les pays les moins avancés avec des niveaux élevés de personnes sous-alimentées. Par conséquent, les investissements intra-OCI dans les projets agricoles devraient être encouragés, en particulier dans les pays membres à base agricole pour augmenter la productivité agricole et / ou l'extension des terres arables grâce à la fourniture de semences améliorées, d'engrais, de machines agricoles et de systèmes d'irrigation modernes ainsi que à travers le développement des infrastructures liées à l'agriculture et la transformation des matières premières agricoles, en particulier les produits alimentaires dans le but d'établir des agro-industries pour améliorer l'état de la sécurité alimentaire au niveau régional de l'OCI.

Pays membres de l'OCI avec un potentiel agricole plus élevé

5. Certains pays de l'OCI, en particulier les pays membres du CCG, ont cherché des opportunités d'investissement dans le secteur agricole dans certains pays agricoles les moins avancés de l'OCI. Afin de promouvoir et d'encourager de tels investissements intra-OCI, les pays de l'OCI ayant un potentiel élevé dans le secteur agricole, en particulier en termes de main-d'œuvre agricole, de terres arables et de ressources en eau doivent être identifiés pour déterminer leur potentiel d'encouragement des investissements intra-OCI dans le secteur d'agriculture. À cette fin, la figure suivante tente de mettre en évidence et d'évaluer les pays de l'OCI avec le plus de potentiel pour attirer les investissements intra-OCI dans le secteur agricole.



Source: Food and Agriculture Organization (FAO) FAOSTAT and AQUASTAT Online Databases, SESRIC Staff analysis

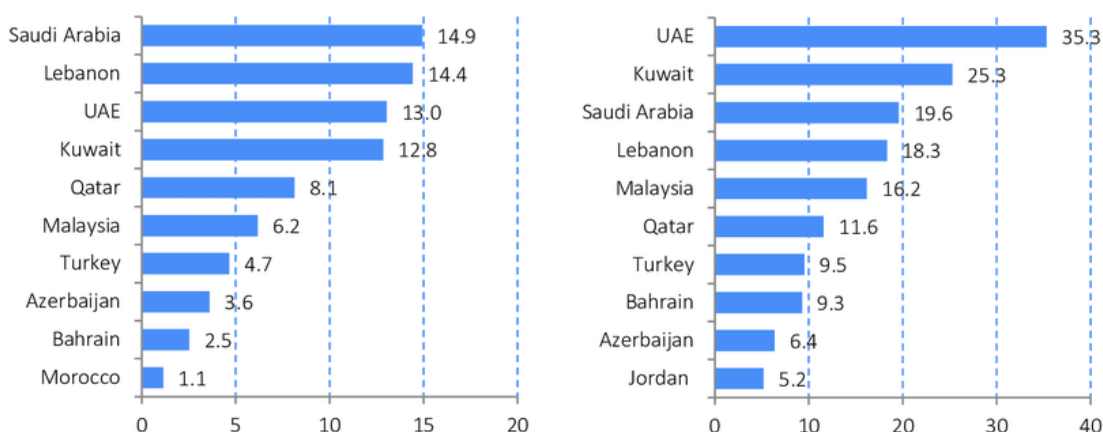
Il est clair que 36 pays de l'OCI (19 d'entre eux sont des pays les moins avancés) jouissent d'un potentiel élevé au moins en termes de l'une des trois ressources agricoles mentionnées. Ces pays pourraient en général être considérés comme les pays membres agricoles de l'OCI. Cette information met en évidence les pays de l'OCI qui pourraient être ciblés pour les investissements

intra-OCI dans le secteur agricole. À la lumière de ces informations, il pourrait être possible de suggérer vers quels pays membres les investissements intra-OCI devraient être dirigés et promus¹.

Pénurie d'investissements directs intra-OCI et étrangers

6. Le rôle de l'IDE dans la promotion de la croissance économique, de l'industrialisation, de la création d'emplois et de la création de richesse dans les Etats membres de l'OCI ne peut être surestimé. Ceci est donné la nécessité de compléter les ressources locales disponibles au sein de l'OCI, qui compte vingt-deux de ses 57 Etats membres appartenant aux pays les moins avancés. Cependant, les efforts doivent être intensifiés aux niveaux local, national et régional pour attirer les investissements directs étrangers vers les États membres de l'OCI, qui ne représentaient que 13,9% du chiffre mondial en 2018. Cette situation défavorable est également aggravée par la diminution constante du développement officiel L'aide circule aux États membres de l'OCI en provenance des pays développés.

7. Attirer les IDE vers les Etats membres de l'OCI nécessite la mise en place d'environnements politiques, législatifs, institutionnels et financiers favorables à tous les niveaux, y compris les niveaux local, national et régional. À cette fin, l'Accord de l'OCI sur la promotion, la protection et la garantie des investissements a été approuvé en 1981 et a continué à traiter les différentes questions relatives à la promotion et à la protection des investissements, conformément aux normes mondiales. Cela comprend le mécanisme ad hoc existant pour le règlement des différends relatifs aux investissements, qui appartient au Secrétaire général de l'OCI et les efforts en cours pour mettre en place un mécanisme permanent de règlement des différends.



Source: UNCTAD STAT.

Top OIC Countries in terms of Intra-OIC FDI Outflows (left) and Outstocks (right) (US\$ Billion), 2010-2014²

8. Outre ce qui précède, le rôle du secteur privé est très crucial pour favoriser l'investissement et l'accès aux crédits. Le partenariat public-privé peut être considérablement développé, étant donné un climat d'investissement transparent avec un cadre réglementaire clair sur le plan national. Les différentes sociétés proposant des services de conseil peuvent générer la confiance nécessaire aux flux d'investissement. L'introduction de Sukuk et d'autres instruments financiers conformes à la charia stimulerait la croissance du secteur financier, même si les ressources privées, le nouveau mécanisme de financement participatif et les fonds de crédit rural sont canalisés vers le secteur productif. L'une des institutions importantes pour attirer les investissements dans les pays membres de l'OCI sont les agences de promotion des investissements d'État.

¹ SESRIC Agriculture and Food Security in OIC Member Countries, 2016, pg.82 and 83

² UNCTAD, 2017

Agences de promotion des investissements d'État et autonomisation dans les pays de l'OCI

9. Les investissements franchissant les frontières internationales des États sont essentiels pour l'avancement de l'intégration économique et sociale dans le monde entier. Les agences de promotion des investissements (API) jouent un rôle important pour attirer ces investissements, car elles sont souvent le visage public des gouvernements qui cherchent à promouvoir le développement économique et social. Les API jouent généralement un rôle déterminant dans la négociation de traités d'investissement et la conclusion de contrats d'investissement. Par conséquent, ils gèrent également les relations d'investissement par le biais de services de suivi. Ces dernières années, l'Association mondiale des agences de promotion des investissements (WAIPA) a été témoin d'un flux sans cesse croissant d'IDE des pays développés vers les pays en développement, bien qu'en légère baisse l'année dernière.

En outre, l'IDE des économies en développement vers d'autres économies en développement, les investissements dits Sud-Sud, a également gagné en importance, créant des retombées bénéfiques à l'échelle mondiale, contribuant ainsi directement au bien-être et à la prospérité³.

10. Un examen plus approfondi des exemples d'IPA des pays de l'OCI. D'une part, nous examinerons un IPA qui a changé à la fois la structure et le nom après que l'IPA initial n'était pas assez efficace. Dans le deuxième exemple, nous décrirons la stratégie et la méthodologie d'un IPA pleinement opérationnel.

- Par conséquent, à la suite de la suggestion de l'OCDE, un plan a été établi pour créer une stratégie et une coordination claires: Premièrement, l'élaboration d'une stratégie nationale pour attirer les investissements; deuxièmement, une revalorisation du statut de l'IPA en société nationale d'investissements «KAZAKH INVEST»; troisièmement, la préparation de projets d'investissements conformément aux normes internationales; et quatrièmement, le développement d'une infrastructure industrielle comprenant des zones économiques spéciales et des zones industrielles. L'examen attentif de tous les facteurs a abouti à confier un mandat puissant à KAZAKH INVEST, qui est devenu le seul négociateur avec une autorité décisionnelle de haut rang pour fournir des services et coordonner des projets dans le domaine de la promotion des investissements nationaux. KAZAKH INVEST a également subi une restructuration au niveau de sa ligne hiérarchique et a été placé sous l'autorité directe du Premier ministre du Kazakhstan⁴.
- L'Agence turque de soutien et de promotion des investissements (ISPAT) est un exemple de la manière dont un IPA efficace et efficient devrait être structuré. L'ISPAT a principalement construit sa stratégie sur trois piliers: a) évaluer les besoins d'investissement de la Turquie, b) cibler les secteurs qui répondront aux besoins d'investissement de la Turquie et c) stratégie de promotion. La vision est d'être un IPA de premier ordre en tant que centre de connaissances sur toutes les étapes de l'investissement, un pont entre le secteur privé et le gouvernement turc, et un partenaire de solution pour les investisseurs et le principal organe de conseil aux entreprises de Turquie. De plus, des objectifs stratégiques à moyen et long terme ont été définis, par exemple construire une image positive; devenir un partenaire fiable; promotion proactive des priorités stratégiques; engagement proactif avec l'expansion des entreprises et la rétention des investisseurs étrangers en Turquie et enfin l'adoption d'une position agressive de plaidoyer politique pour améliorer le climat d'investissement et promouvoir l'IDE en Turquie³.
- Autorité générale pour l'investissement et les zones franches (GAFI), il s'agit de l'IPA d'Égypte. L'agriculture est le pilier de l'économie. Le secteur emploie environ 21,4% des employés égyptiens en 2018, ce qui représente la part du secteur économique la plus élevée

³ Joint Publication between ICIEC, SESRIC and WAIPA, pg.62, 64, 66

⁴ OECD, 2017

dans l'emploi. Une haute priorité est de rendre l'Égypte autosuffisante en blé à 75% au cours des dix prochaines années. Le projet de 1,5 million d'acres vise à augmenter la superficie cultivée. Il est important de noter que le Centre de services aux investisseurs (ISC) de GAFI facilite la voie aux investisseurs mondiaux qui cherchent à exploiter les opportunités offertes par l'économie intérieure en croissance rapide de l'Égypte et les solides avantages concurrentiels du pays en tant que plaque tournante des exportations pour l'Europe, le monde arabe et l'Afrique. Il aide également à l'IDE à obtenir toutes les approbations nationales et locales nécessaires pour faciliter un démarrage rapide des opérations en Égypte. Rassembler des représentants de 47 ministères et organismes gouvernementaux autorisés à fournir toutes les licences et approbations nécessaires à la création d'entreprises. À cet égard, la mission du GAFI est cruciale⁵.

Développement agricole et sécurité alimentaire de l'OISA via la promotion des investissements

11. Conformément au rapport de la WAIPA et à ses suggestions ci-dessus concernant le rôle important des API pour attirer les investissements, il est nécessaire de travailler en étroite collaboration avec l'OISA pour permettre la création de ces liens supplémentaires ainsi que pour diriger et aider les API à atteindre leur pleine capacité et à le point de référence mondial pour les IDE.

À cet égard, le 16 septembre 2020, le Protocole d'accord a été signé entre l'OISA et le KAZAKH INVEST, dans lequel une attention particulière a été accordée à l'utilisation optimale des opérations d'investissement pour soutenir le développement agricole durable en mettant l'accent sur l'agro-industrie et les technologies agricoles à travers l'International Islamic Association de transformation alimentaire (IFPA). L'OISA considère le Kazakhstan (KAZAKH INVEST), la Turquie (ISPAT) et l'Égypte (GAFI) comme des pays pilotes pour promouvoir les investissements et la mise en œuvre progressive du reste des pays membres de l'OCI.

L'OISA croit vraiment que le développement agricole et la sécurité alimentaire dans les pays de l'OCI peuvent être améliorés en augmentant la production agricole, en particulier les produits alimentaires, soit en augmentant la productivité agricole, soit en élargissant la superficie des terres arables (c'est-à-dire en apportant plus de terres en culture). Ceci, bien sûr, nécessite la disponibilité d'investissements appropriés dans le secteur agricole au niveau national et / ou en termes d'IDE. Cependant, si l'investissement dans l'agriculture est une activité économique bien établie dans les pays développés, il reste à la traîne dans de nombreux pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés et à faible revenu à base agricole. A cet égard, le rôle de l'OISA sera de promouvoir les investissements dans ses pays membres pour des projets de développement agricole, ainsi que, via son programme stratégique - IFPA.

- a) L'accent doit être mis principalement sur le soutien à l'investissement dans les secteurs alimentaires nationaux et sur l'établissement de chaînes d'approvisionnement alimentaire. Les principaux projets à cet égard concerneraient la transformation des aliments à haute valeur ajoutée et la logistique et le transport respectifs.
- b) L'OISA commence avec les pays pilotes et délègue ensuite ce programme à l'IFPA en raison de la nature privée de l'IDE.

**Le Secretariat,
de l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire,
Nour-Soultan, République du Kazakhstan
le 12 octobre 2020**

⁵ <https://gafi.gov.eg/English/Howcanwehelp/OneStopShop/Pages/default.aspx>